

Après Hong Kong... un représentant du Roppa témoigne et explique ses réticences vis-à-vis de l'accord

► Entretien avec Ibrahim Coulibaly réalisé par téléphone le 22 décembre 2005. Ibrahim Coulibaly est coordinateur du Réseau des organisations paysannes et de producteurs (Roppa) pour le Mali, chargé des relations extérieures de l'Association des organisations paysannes professionnelles (AOPP), président de la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP).
aopp@cefib.com

Ibrahim Coulibaly



« IL FAUT DÉPASSER LE DISCOURS SUR LES SUBVENTIONS. SI ON NE TROUVE PAS DE SOLUTION RAPIDE À CETTE QUESTION DE LA SURPRODUCTION, ON VA VERS DE GROS PROBLÈMES »

GRAIN DE SEL : *Quel était l'objectif de votre mission à Hong Kong? Que pensez-vous de l'accord qui a été signé?*

IBRAHIMA COULIBALY : Notre objectif était d'être là en tant qu'organisation paysanne ayant réfléchi depuis des années au problème de la libéralisation du commerce mondial. Nous voulions participer aux négociations officielles pour éviter les dérives du système commercial actuel. Aujourd'hui, on parle beaucoup du coton, c'est un problème réel. Nous étions là avec des propositions.

Au niveau du Roppa, notre avis est que les subventions sont certes graves, et il faut les éliminer. Mais l'OMC n'offre aucun mécanisme pour contenir la surproduction de coton au niveau mondial. Il faut dépasser le discours sur les subventions. Si on ne trouve pas de solution rapide à cette question de la surproduction, on va vers de gros problèmes. De plus en plus de pays africains produisent du coton, mais les Africains ne sont pas les seuls... des pays comme le Brésil, l'Australie produisent aussi de plus en plus. Supprimer les subventions ne suffira pas à protéger le coton africain. Ce qu'il faut c'est la mise en place d'un mécanisme qui permette de stabiliser les prix du coton sur le marché mondial. Il faut procéder par la gestion de l'offre.

Pour ce qui concerne les autres questions agricoles (hors coton), la libéralisation a fait beaucoup de mal à nos pays. On constate que c'est d'ailleurs depuis la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) que la paupérisation et la

marginalisation de l'Afrique ont commencé. Auparavant, l'Afrique connaissait certes la pauvreté, mais pas à ce point là. Que se passera-t-il si, comme cela se profile, l'agriculture est démantelée? Alors qu'elle occupe la majorité de nos populations, où iront tous ces gens? Dans les villes? Pour y faire quoi? On s'expose là à des risques importants, les villes ne sont pas prêtes à accueillir ces populations ni économiquement ni socialement... insécurité, guerres civiles, les menaces

sont d'importance.

Dans les négociations on nous présente l'accès aux marchés comme un appât pour que nous ouvrons les nôtres. Or nous devons protéger nos marchés. Il existe d'ores et déjà des outils, que nos autorités n'appliquent pas toujours d'ailleurs. Le tarif extérieur commun (Tec) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), les tarifs consolidés ne sont pas toujours utilisés. Le Tec de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) a provoqué une mise en compétition brutale de nos marchés, des produits faisant désormais l'objet de pratiques de dumping. Dans ces conditions, les paysans africains ne peuvent moderniser leur outil de production.

Mais nous nous mobilisons en réaction à ces évolutions. Nos pratiques de lobbying portent peu à peu leurs fruits. La Cedeao, dans ce sens, est pour nous un acteur important, qui travaille à la mise en place d'un accord de protection au niveau sous-régional. Le fait que le Nigeria, un État protectionniste, soit dans la Cedeao est bon signe. Cela nous donne quelques raisons d'être optimistes.

GDS : *Avez-vous pu discuter sur place à Hong Kong avec vos décideurs politiques qui ont signé l'accord?*

IC : Nous n'avons pas vraiment eu l'occasion de discuter car l'accord est intervenu à la toute fin de la rencontre, et chacun est rentré chez soi. Cela dit, maintenant ils vont devoir rendre compte de ce qui s'est passé. Tout le monde présente l'accord comme une réussite, mais en quoi cela peut-il être une réussite? J'aimerais que l'on m'explique. Que va-t-il se passer d'ici à 2013? Les pays occidentaux vont continuer à produire des surplus, à pratiquer le dumping, et pendant ce temps les agricultures africaines comment vont-elles survivre?

Notre position est que les paysans de tous les pays ont le droit d'exercer leur métier. L'agriculture est là pour produire, pour la souveraineté ali-

mentaire des pays. Mais produire à profusion pour déverser ses surplus dans d'autres pays et jouer le dumping, cela n'est pas acceptable.

GDS : *Avez-vous rencontré à Hong Kong des partenaires nouveaux, fait des rencontres intéressantes?*

IC : À ce niveau nous avons eu d'heureuses surprises. Nous avons en effet assisté à un mouvement puissant et soudé de tous les paysans. Les mouvements syndicalistes de droite européens nous ont rejoints. Les paysans qui se sont longtemps crus à l'abri des dérives se rendent bien compte aujourd'hui qu'ils sont sur la brèche, qu'ils sont une monnaie d'échange comme une autre. Ils ont compris que seules des alliances leur permettront de se battre pour leur survie.

Ainsi nous avons tenu une conférence de presse conjointe avec la Fédération nationale des syndicats d'exploitants

agricoles (FNSEA) et une déclaration commune a été faite entre le Roppa et de nombreux syndicats¹. FNSEA et Confédération paysanne se sont retrouvés sur un même terrain d'entente. Cela est-il spéculatif ou sera-t-il durable? Je ne sais pas, mais le fait est que c'est notable

et remarquable.

Par ailleurs, nous avons été frappés par la mobilisation des paysans coréens qui sont venus particulièrement nombreux et motivés.

« QUE VA-T-IL SE PASSER D'ICI À

2013? LES PAYS OCCIDENTAUX VONT

CONTINUER À PRODUIRE DES SURPLUS, À

PRATIQUER LE DUMPING, ET PENDANT CE

TEMPS LES AGRICULTURES AFRICAINES

COMMENT VONT-ELLES SURVIVRE? »

1. NDLR : Pour plus d'information sur les différentes déclarations (La faiblesse des prix agricoles détruit l'agriculture familiale, le cycle de Doha est contre le développement - déclaration commune d'organisations de producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest, du Brésil, du Canada et d'Europe; déclaration du Roppa à la conférence interministérielle de l'OMC à Hong Kong; etc.), cf. le site du Roppa : www.roppa.info/sommaire.php3

GDS : *Quels ont été les temps forts de cette réunion? Quels sont les rendez-vous à venir?*

IC : Une manifestation organisée à l'initiative du Roppa dans le hall du centre de conférence, rassemblant les leaders paysans de toutes les tendances a été très appréciée. Le Roppa avait tenu à inviter toutes les mouvances paysannes, et la mobilisation a eu un franc succès. Non seulement du fait de son retentissement médiatique mais aussi parce que toutes les tendances étaient là, pour protester ensemble contre des négociations qui ne prenaient pas en compte les préoccupations et les attentes des paysans, quelles qu'elles soient.

Nous continuons au niveau du Roppa notre travail de lobbying auprès des autorités et des parlementaires de nos pays. Il ne faut pas laisser les négociations entre les mains d'une élite technocratique. Il en va de la survie des populations et de nos pays.

Pour le reste nous avons convenu de se revoir prochainement, même si aucune date n'a encore été fixée. Contre le rouleau compresseur de la mondialisation, un consensus s'est fait au niveau mondial et nous ferons tout ce qu'il est en notre possible pour le défendre.

GDS : *La négociation doit reprendre pour aller vers un accord détaillé et chiffré en 2006 sur les différents points de l'accord : soutiens internes, subventions aux exportations, traitement spécial et différencié, coton, etc. Quelle va être la stratégie du Roppa et de ses alliés : sauver ce qui peut encore l'être ou remettre en cause l'accord de Hong Kong et sa logique?*

IC : La question est difficile, et surtout il est un peu tôt pour y répondre. Pour l'instant, nous n'avons pas mis au point de stratégie particulière. Le Roppa tiendra sa convention annuelle en février prochain à Dakar, ce devrait être l'occasion d'en débattre, de revoir la stratégie à adopter vis-à-vis des autorités politiques de nos pays. Cela étant dit, personnellement, je pense que le Roppa ne peut soutenir une position qui vise à détruire les agricultures de la sous-région. La défense de nos agricultures est un principe de base du Roppa, qui ne saurait être remis en question. ■

En bref

Commercialisation des produits agricoles. Aider les paysans à mieux se positionner sur les filières agricoles

« Les producteurs ruraux doivent mieux s'impliquer dans la commercialisation de leur production à tous les niveaux : il s'agit là d'un défi qu'ils doivent relever s'ils veulent tirer un meilleur profit de leur travail et se développer dans le contexte de mondialisation. Pour ce faire, il leur faut par exemple mieux se positionner sur les filières. Comment les y aider? Telle est la question centrale à laquelle tente de répondre cet ouvrage ». Un dossier de développement Agripromo publié fin 2005 par Inades Formation. Plus d'information : Inades Formation : 08 BP 8 Abidjan 08 Côte d'Ivoire. Tél. (225) 22 40 02 16. E-Mail : ifsiege@inadesfo.ci

L'Afnor rédige les « trois principes du commerce équitable »

Faute de texte officiel en normalisant l'usage, les grandes entreprises agroalimentaires sont de plus en plus nombreuses à utiliser des références au commerce équitable à des fins marketing. Depuis plus de trois ans, le gouvernement français a chargé l'association française de normalisation (Afnor) d'élaborer une norme qui permette d'offrir une garantie aux produits et services issus du commerce équitable, en concertation avec les principaux acteurs. Des dissensions, notamment entre partisans de la certification par produits ou par filière n'ont pas permis la mise au point d'une norme. À défaut, l'Afnor publie un texte de référence qui définit trois principes du commerce équitable pour tenter de limiter l'utilisation abusive du terme. Ce texte est le premier en la matière au niveau mondial. Source : www.actu-environnement.com

2005 : L'oignon hollandais non grata au Sénégal...

Face aux difficultés de vente des oignons locaux dénoncées par les producteurs, l'État sénégalais a suspendu pendant 5 mois les importations d'oignons contre 45 jours l'année précédente. Cette mesure, prise en concertation avec les importateurs, est assortie de certaines conditions sur le respect de la qualité, la satisfaction de la demande et des fourchettes de prix conseillés, du producteur au consommateur. Résultat? Les producteurs d'oignons ont gagné 10 milliards de FCFA au cours de la période selon le bilan du ministre du Commerce.

